

UN AUTRE FUTUR !

Prix : 20 centimes - Bulletin des habitants, militants & sympathisants CNT-AIT des quartiers - Octobre 2010

SEPTEMBRE, MOIS DES MIETTES

Avec cette histoire de l'allongement des retraites, on aura entendu beaucoup d'explications de part et d'autre. Qu'il soit d'ordre financier ou économique, chacun y est allé de son refrain : médias ou anonymes, partis politiques ou « citoyens », syndicats ou salariés... tout le monde s'est penché sur le gâteau et a donné son avis pour savoir comment le partager.

Alors ce mois de septembre on aura vu des manifestants, nombreux, qui dénonçaient l'injustice du système de répartition des richesses. On aura lu les sondages, écrasants, qui disaient l'immoralité d'une loi qui, en condamnant les vieux à travailler davantage, pousse les jeunes à plus de chômage.

Seulement voilà : ni argument massue, ni manifs géantes ; tout cela ne suffit pas.

Cela ne suffit pas, car nous sommes dans une « démocratie » dans laquelle ce qui compte, ce n'est pas l'opinion de la majorité et encore moins les considérations éthiques. Nous sommes dans une « démocratie représentative » dans laquelle, par le biais d'élections diverses, le partage du gâteau ne dépend que de celui qui tient le couteau.

Cela ne suffit pas, et c'est la leçon de l'affaire Woerth-Bettencourt, car ceux qui détiennent ce couteau sont « en affaires » avec les financiers et les grands patrons, c'est-à-dire avec les plus gloutons, avec ceux qui ne veulent jamais laisser aux autres que des miettes. Ce que l'on appelait autrefois l'alliance du capitalisme et de l'Etat, se résum-

me maintenant à un fait objectif : le Pouvoir assume sa fonction principale, qui est de s'exercer contre la population.

Cela ne suffit pas parce qu'on nous a endormi avec la fable d'un droit de vote tous les cinq ans, alors que l'exploitation et la répression sont quotidiennes, parce qu'on nous a endormi avec le mythe du syndicalisme, aujourd'hui embourbé dans les marécages du corporatisme et des élections professionnelles.

Que le pouvoir puisse ainsi faire ce que bon lui semble en dit long sur l'état d'une société entière réduite à l'impuissance. L'enjeu majeur de la situation est bien là. C'est bien avec cette impuissance qu'il faut en finir. S'il s'agit bien de préparer la généralisation de la grève, le tout est de savoir comment s'y prendre.

Pour les militants de la CNT-AIT, il s'agit en premier lieu d'enclencher un mouvement auto-organisé, c'est-à-dire qui ne soit pas

sous le contrôle des politiciens ou des professionnels du syndicalisme.

Nous pensons que partout où on peut le faire, il faut multiplier les discussions à la base (entre nous, jeunes, ouvriers, précaires, chômeurs, retraités...) et multiplier les assemblées. Plus cela mûrira, et plus nous nous sentirons en mesure d'entrer dans la bataille pour défendre notre dignité et notre liberté, ensemble et au même moment, avec les méthodes efficaces que nous aurons choisies.



QUAND ILS VOUS DISENT « INSECURITE », REPONDEZ :

INSECURITE, c'est le mot fétiche du gouvernement. Il lui sert à tout : à faire oublier la corruption des « élites », à détourner l'attention du chômage et des retraites, à augmenter le racisme et l'oppression. Avec le mot « insécurité », l'Etat se croit tout permis. Mais la véritable insécurité n'est pas là où ils le disent. Alors, la prochaine fois que quelqu'un recommencera à vous gonfler avec l'insécurité, répondez-lui : Voici où est la véritable insécurité :

- **Accidents du travail** : En 2008 la rapacité des patrons (négligence des mesures de sécurité, cadences infernales, stress...) a tué 569 travailleurs. 44 037 autres s'en sont sortis, mais avec une incapacité totale... et une allocation ridicule.

- **Destructions d'emplois** : En 2009, les patrons ont détruit 250 100 emplois, poussant dans l'insécurité économique 250 100 familles. Sans compter les 1 700 000 de « salariés pauvres », tellement mal payés qu'ils vivent en permanence l'insécurité sociale (ne pouvant plus payer leur loyer, le gaz, l'électricité, les transports...)

- **Famine** : A l'échelle de la planète, le capitalisme condamne 1 000 000 000 de personnes à l'insécurité la plus totale : celle de mourir de faim. Un scandale, surtout quand on sait que les 500 personnes les plus riches gagnent autant que les 416 000 000 habitants du monde les plus pauvres ! **ET, QUAND ILS OSENT VOUS PARLER de « guerre nationale contre les voyous » (discours de Sarkozy à Grenoble), rappelez-leur que les vrais voyous sont en col blanc, détournent des millions d'euros, trichent sur les comptes et sur leurs impôts,... et que nous n'avons de pas de leçon à recevoir de ces gens là !**

Kevin

RACISME D'ETAT

Période bizarre en France, où le racisme d'Etat contre les Gitans passe « comme une lettre à la poste », et devient du coup le discours à la mode chez les politiciens de droite. Un ministre reste en fonction après une condamnation pénale pour incitation à la haine raciale. Toute contestation de cette politique est systématiquement taxée d'angélisme ou de caricature. Cette hystérie anti-Tsigane est parti de l'affaire Luigi Duquet, jeune Gitan de nationalité Française, tué par un gendarme à St Aignan, mais ce sont les Gitans Roumains qui ont été désignés à la répression. Ce qui se passe en France est inédit en Europe depuis la 2ème guerre mondiale.

M.

TRAITER UN POLICIER DE « MERDE », LUI EXPLIQUER QU'IL FAIT « UN METIER DE CON » LE MENAGER, LE BOUSCULER... SANS AVOIR AUCUN PROBLEME, C'EST POSSIBLE ! IL SUFFIT D'ETRE LE FILS DU PATRON DE LA POLICE¹

Voici les faits. Le 18 février 2009 à 23 heures 50, à Paris, un brigadier de police interpelle le conducteur d'un « ...scooter de couleur rouge faisant des slaloms et des dérapages sur le trottoir... ». Il constate : « il sentait l'alcool. Cet individu a commencé à m'insulter : **“Tu fais un métier de con, je vais te muter à la circulation”**... il m'a poussé une fois au niveau de la poitrine, il a essayé une deuxième fois... il m'a insulté : **“je vais t'exploser, tu n'es qu'une merde”**... »²

Si un jeune Rom, ou tout simplement un enfant de fauché moyen avait fait ça, tout le monde connaît la suite : garde à vue, passage en flagrant délit, condamnation pour outrage et coups et blessures sur agent de la force publique... ce qui va, même pour un mineur, jusqu'à deux ans de prison et 7 500 euros d'amende. Tous les jours, des personnes se retrouvent direct dans la case prison pour moins que ça !

Pourtant, plus d'un an et demi après les faits, notre sympathique conducteur de scooter n'a eu absolument aucun ennui. Son dossier n'a même pas été transmis au Parquet. Il a été classé sans suite au commissariat. La raison ? Son papa s'appelle Frédéric Péchenar. Il est directeur général de la police nationale. C'est un grand ami d'un certain Nicolas Sarkozy et un grand partisan de la « tolérance zéro »... pour les enfants des autres !

Il y a tout de même une enquête en cours. Pas pour savoir qui a donné l'ordre de classer sans suite, mais pour savoir qui a communiqué la photocopie du dossier aux journalistes !² Ils n'ont honte de rien.

Jules

1 - A notre avis, ça marche aussi avec les enfants de ministres, de grands patrons, de millionnaires... quoiqu'ils fassent, on ne les arrête pas, et, si on les arrête, on les relâche tout de suite.

2 - Les documents ont été publiés par « Aujourd'hui en France » du 16 septembre 2010.

LE TUEUR DU FUYARD ÉTAIT UN GENDARME, LE TORTIONNAIRE DE LA VIEILLE DAME UN ANCIEN

On se souvient de l'émotion causé par l'assassinat de Suzanne Degeilh, 97 ans, tuée à son domicile toulousain à coups de poing dans la figure. Le meurtrier vient d'être arrêté cette semaine. Il s'agit d'un ancien... gendarme. En 2008, Joseph Guerdner, en garde à vue pour une banale affaire de vol, a affaire à un autre gendarme. Bien qu'il soit menotté et attaché aux chevilles, il tente de s'échapper. Le gendarme Christophe Monchal lui colle alors 7 balles dans la peau, dans le dos. Ce gendarme vient d'être acquitté par les assises. De quoi redonner de l'espérance au meurtrier de Suzanne Degeilh : en arrivant à son procès en uniforme, au train où vont les choses, il repartira acquitté....

Denis

VITE, ON EST PRESSE

◆ **PATOIS DANS LE METRO : LA MAJORITE DES TOULOUSAINS EST CONTRE MAIS ÇA NE CHANGE RIEN.** Le maire l'a souligné : il y a « *opposition de la majorité des voyageurs* » au patois dans le métro. Après des mois « *d'expérimentation* », il serait logique de tirer la conclusion. Mais, quand il s'agit du patois, il n'est pas question de logique : au lieu de supprimer la bande son, une nouvelle sera enregistrée ! C'est vraiment prendre les toulousains pour des imbéciles. En fait, le lobby occitaniste (qui arrache petit à petit les plaques de rue en français pour ne laisser que celles en patois) fait comme le gouvernement pour les retraites : il est sourd à la majorité de la population et il mène une guerre d'usure pour lasser tout le monde.

◆ **RETRAITES : LES DEPUTES DONNENT L'EXEMPLE... DE CE QUI SERAIT BIEN POUR TOUT LE MONDE.** Jugez-en : Avec seulement 5 ans de « travail », la retraite d'un député à 60 ans est au niveau de la retraite moyenne de la population. Au bout de 10 ans il empoche 3 000 euros de retraite par mois. Après 15 ans, 4 500 euros, cumulable avec d'autres pensions. Les cotisations des politiques ne dépassent pas 22,5 ans (à comparer avec les 42 ans qu'ils nous imposent). Le régime des « *représentants du peuple* » a un déficit de 52 millions par an. Comme disait Coluche, c'est pas grave, « *c'est nous qu'on paye* ».

◆ **PENDANT QUE LES DEPUTES S'ABSENTENT, LES FAMILLES SE FONT COUPER LES ALLOCS.** Avec 16% d'absentéistes chroniques (sans compter les absences perlées), les députés sont certainement la profession qui a le plus fort taux d'absence. Et c'est eux qui viennent de décider de supprimer les allocations familiales aux familles dont les enfants sont absents à l'école. Certes, l'école est certainement une chose importante, mais, si y être absent mérite qu'on vous coupe les allocs, que méritent alors les députés absents ? Sauf à penser que voter les lois est moins important qu'aller au cours de gymnastique...

◆ **ELLE EST PAS BÊTE, LA MÈRE ELISABETH.** Pour chauffer sa chaumière de Buckingham-Palace, elle n'a rien trouvé de mieux que de demander une aide exceptionnelle prise sur le budget de l'aide sociale... Pourvu que Carla n'ait pas la même idée...



LA FRANCE & LE NIGER

Grande est la désinformation autour de l'enlèvement des 5 Français au Niger. Les médias sont unanimes quand il s'agit d'ignorer le rôle d'Areva dans le pillage des ressources au Niger. Et que dire de la version officielle qui fait passer, encore une fois, la France (et Areva avec) comme les « *sauveurs de l'Afrique* » et qui veut aussi faire passer les Africains pour des barbares, justes bons à être soit des terroristes, soit des bandits mafieux.

Parmi les choses systématiquement « *oubliées* », les propos de ce responsable d'Areva qui en appelle à mater la rébellion des Touaregs. Tout cela sur fond de rudes négociations pour faire main basse sur l'uranium local, la Chine étant aussi dans le coup.

Mais, à la télé, à la radio, dans les journaux : aucune explication sur le fond de la question, et toujours la même litanie anti-terroriste et le même discours raciste pour cacher la réalité.

LA MENACE FANTÔME

Pour détourner l'attention de ses détournements de fonds avec les grands patrons, le gouvernement actuel n'hésite pas terroriser les gens, à nous faire peur pour nous diviser.

Ils nous disent que les roms sont des voleurs de poules, mais eux ils nous volent des milliards. Comme beaucoup de gens se sont aperçus de ce piège, ils ont élargi la cible.

Alors, ils cherchent à nous effrayer, ils essayent de tout faire pour que nous ayons peur de notre voisin. Ils nous disent que c'est dangereux de sortir et de manifester, qu'une bombe peut être placée par un méchant terroriste peut exploser n'importe où !

Mais qui fait régner ce climat de peur et d'angoisse ? Qui a intérêt à ce que nous ne nous regroupions pas pour lutter ?

Le pouvoir sait qu'unis, nous sommes plus fort que lui. C'est pourquoi il nous divise.

Je souhaite, sans engagement de ma part :

- recevoir « Anarchosyndicalisme », bimestriel de la CNT-AIT,
 recevoir quelques numéros de « Un autre futur » pour les diffuser

Nom, prénom :

Adresse précise :

.....

.....

ASSEMBLÉE POPULAIRE PONZAN DES GENS EN COLÈRE

Depuis plusieurs semaines, tous les dimanches à 16 heures, des personnes se réunissent au jardin Compans, allée Ponzan à Toulouse. Expriment leurs colères et leur révolte, ces personnes reprennent l'espace public. Elles y discutent des mouvements de grève actuels. Elles tissent des liens de solidarité entre elles et cherchent à expérimenter des outils efficaces de lutte contre les infamies du capital et de l'Etat. Plus que les retraites, elles expriment leur ras-le-bol de la situation contemporaine.

Car la lutte et la victoire passent par la réappropriation de la parole. L'assemblée populaire Ponzan est un espace d'expression et de discussion, un lieu de confrontation et d'élaboration de projets et de luttes sociales. C'est un lieu où l'on peut parler et hurler sa révolte contre l'injustice.

Dépasser le train-train routinier des manifestations, créer un imaginaire collectif et pertinent... pour que le pouvoir scélérat craigne notre solidarité et notre morale.

L'assemblée populaire Ponzan c'est l'assemblée des gens qui disent « NON, nous ne nous soumettrons pas ! »

Venus d'horizon divers, c'est l'assemblée des gens, c'est l'assemblée du peuple, de ceux qui veulent lutter, de ceux qui n'ont plus rien à perdre.

Rendez-vous tous les dimanches, jardin Compans Cafarelli, à 16h.

Un participant

QU'EST-CE QUE JE PEUX FAIRE ?

Tout le monde le sent bien : ce système est pourri, il faudrait faire quelque chose pour le changer. Oui, mais, «*Qu'est-ce que je peux y faire ?*», c'est la phrase que chacun d'entre nous se dit quand il y pense. On se sent démuné, paralysé même. Pourtant, ce ne sont pas les occasions d'être solidaire ou de résister qui manquent !

Un petit geste, un mot, le refus d'une injustice, un soutien... c'est souvent possible. Oui, ce n'est pas grand chose, mais rappelons-nous le proverbe : « les petits ruisseaux font les grandes rivières » ! Que chacun apporte sa goutte ! Diffuser autour de soi, à quelques voisins ou amis, aux collègues, dans la cité, l'entreprise, au lycée... et partout « Un autre futur », c'est une façon d'agir pour faire reculer l'injustice et l'oppression. C'est facile : il suffit de se procurer quelques numéros d' « Un autre futur » auprès des diffuseurs ou à la CNT-AIT. Il est vendu au prix de revient : 1 euros pour 5 exemplaires.

POUR EN SAVOIR PLUS :

<http://>

liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)

cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)

cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)

cnt-ait-toulouse.fr (Sud, Midi-Pyrénées)

hsia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)

gasycntait89.over-blog.com (Est)

anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :

Paris-Nord : contact@cnt-ait.info

Lille : cnt.ait.lille@no-log.org

Caen : cnt.ait.caen@free.fr

Châlon-sur-Saone : cnt-ait.chalon@voila.fr

Puy-de-Dôme : cntait63@gmail.com

Gers : sia32@no-log.org

Toulouse : contact@cntaittoulouse.lautre.net

UN AUTRE FUTUR !

supplément à

ANARCHOSYNDICALISME !

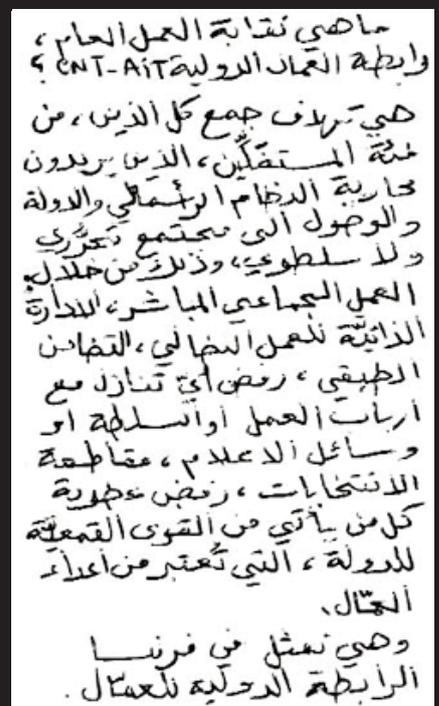
7, rue St Rémésy,

31000 Toulouse.

Tel : 05 61 52 86 48

La CNT-AIT, c'est quoi ?

La CNT-AIT regroupe tous ceux qui, parmi les exploités, veulent combattre le capitalisme et l'État et instaurer une société libertaire. Sur les lieux de travail comme sur les lieux de vie, elle pratique l'anarchosyndicalisme : action collective directe, autogestion des luttes, solidarité de classe. Elle rejette toute compromission avec les patrons, les pouvoirs publics et les médias. Elle boycotte toutes les élections. Elle refuse de syndiquer les membres des forces répressives de l'État, considérées comme les ennemies des travailleurs. Elle représente en France l'Association Internationale des Travailleurs (AIT, Première Internationale).



Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. Il ne reçoit aucune subvention.

Supplément au N°119 d'Anarchosyndicalisme